

ROYAUME DU MAROC

****_**_**_**_****

**OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL**

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 123/2022

Le **30 Août 2022 à 10 Heures 30 mn**, Il sera procédé, dans les bureaux de l'office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) - Casablanca à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix, ayant pour objet **la passation d'un marché reconductible concernant la Souscription des abonnements aux services téléphoniques pour l'OFPPT.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au service des marchés à la Direction de l'Approvisionnement et la Logistique, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) Casablanca, il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat www.marchéspublics.gov.ma. Et à partir du site de l'office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail : www.ofppt.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **Soixante mille Dirhams (60 000,00 DH).**

L'estimations des coûts des prestations établies par le Maître d'ouvrage est fixée à la somme de **Cent treize mille cinq cent trente-six Dirhams et quatre-vingts centimes(113 536.80 DH) en TTC.**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du Règlement des Marchés de l'OFPPT

Les concurrents peuvent :

- ❖ soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- ❖ soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau du service des marchés rattaché à la Direction de l'Approvisionnement et la Logistique, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) - Casablanca ;
- ❖ soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- ❖ Soit transmis par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances n°20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article n°5 du règlement de consultation



المملكة المغربية
مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل
إعلان عن طلب عروض أثمان مفتوح
رقم 2022/123

في يوم 30 غشت 2022 على الساعة العاشرة والنصف صباحا، سيتم في مكتب الإدارة العامة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل الكائن بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء، فتح الأظرفة المتعلقة بطلب عروض الأثمان المفتوح، لأجل عقد صفقة قابلة للتجديد فيما يتعلق بالاشتراك في الخدمات الهاتفية لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل.

يمكن سحب ملف طلب العروض بمصلحة الصفقات بديرية التموين واللوجستيك الكائنة بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء، كما يمكن كذلك سحبه إلكترونيا من بوابة صفقات الدولة: www.marchéspublics.gov.ma وكذا من بوابة مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل على العنوان التالي: www.ofppt.ma.

وتبلغ الضمانة المؤقتة ستون ألف (60 000,00) درهم

والكلفة التقديرية للأعمال المحددة من طرف صاحب المشروع تبلغ مائة وثلاثة عشر ألفاً وخمسمائة وستة وثلاثون درهم وثمانون سنتيما (113 536,80) مع احتساب جميع الرسوم

يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات المواد 27، 29 و 31 من نظام الصفقات الخاص بمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل.

ويمكن للمتنافسين :

- إما إرسالها عن طريق البريد المضمون بإفادة بالاستلام إلى المكتب المذكور؛
- إما إيداع أظرفتهم مقابل وصل، بمكتب مصلحة الصفقات بديرية التموين واللوجستيك الكائنة بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء؛
- إما تسليمها مباشرة لرئيس لجنة طلب العروض عند بداية الجلسة وقبل فتح الأظرفة.
- إما إيداع أظرفتهم الكترونيا عبر بوابة الصفقات العمومية وفقا لمقتضيات مرسوم وزارة الاقتصاد و المالية رقم 14-20 (4 شتنبر 2014) ل 8 دوالقعدة 1435 المتعلق بتجريد مساطر الصفقات العمومية من الصفة المادية.

إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة 5 من نظام الإستشارة.





مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل
Office de la Formation Professionnelle
et de la Promotion du Travail

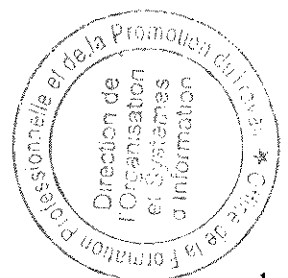
Dossier d'Appel d'Offres ouvert sur offres de prix

N° 123 / 2022

Financement : Budget OFPPT hors coopération

Objet :

**La passation d'un marché reconductible concernant
la Souscription des abonnements aux services
téléphoniques pour l'OFPPT**



A12

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet la passation d'un marché pour **la passation d'un marché reconductible concernant la souscription des abonnements aux services téléphoniques pour l'OFPPT.**

Il est établi en vertu des dispositions des article 7 « **Marché reconductible** », de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014), fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement des marchés de l'OFPPT. Toute disposition contraire au règlement des marchés de l'OFPPT est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article n°18 et des autres articles du règlement des marchés de l'OFPPT.

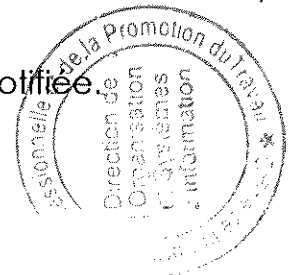
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).**

ARTICLE 3 : DEFINITIONS

Au sens du règlement des marchés de l'OFPPT on entend par :

- 1- **Attributaire** : concurrent dont l'offre a été retenue avant la notification de l'approbation du marché ;
- 2- **Autorité compétente** : l'ordonnateur ou la personne déléguée (sous-ordonnateur) par lui pour approuver le marché ;
- 3- **Concurrent** : toute personne physique ou morale qui propose une offre en vue de la conclusion d'un marché ;
- 4- **Groupement** : deux ou plusieurs concurrents qui souscrivent un engagement unique dans les conditions prévues à l'article 140 ci-dessous ;
- 5- **Maître d'ouvrage** : Entité de l'Office qui passe le marché avec le titulaire, le fournisseur ou le prestataire de service.
- 6- **Titulaire** : attributaire auquel l'approbation du marché a été notifiée.



ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article n°24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT :

Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s) afférent(s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :

- a) Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b) Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- c) Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article n°142 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

A- Le dossier administratif comprend :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, établie conformément au modèle ci-joint.
- b) L'Original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions du § C de l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

N.B : - Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet par le ministre chargé des finances Marocain (pour les candidats étrangers, ces cautions personnelles et solidaires doivent être avalisées par une banque marocaine).



A- 2

- Les pièces a et b ne doivent exprimer aucune restriction ou réserve sous peine d'être rejetées par la commission d'appel d'offres.

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

- Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- Une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du Règlement des Marchés de l'OFPPT :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent et ce conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article n°25 du Règlement des Marchés de l'OFPPT ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;

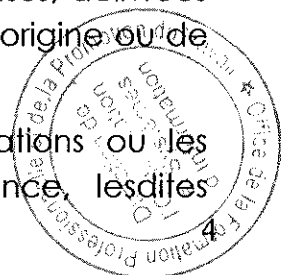
La date de production des pièces prévues aux (b) et (c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

Pour les concurrents non installés au Maroc :

L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites



A. 2

attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits ou par une déclaration sur l'honneur dûment certifiée par les autorités compétentes du pays d'origine attestant l'impossibilité de produire l'ensemble ou une partie des documents précités.

B - Le dossier technique comprend :

1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
2. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations de mêmes familles. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation, établie conformément au modèle ci-joint.

ARTICLE 6 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ORGANISMES PUBLICS

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

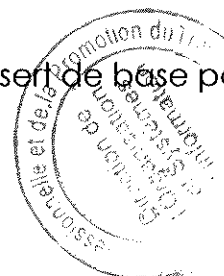
1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa a) du A-1 de l'article 5 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;

2. S'il est retenu pour être attributaire du marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux (a) et (b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.



A-2

ARTICLE 7 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

7-1 Les dossiers administratif et technique prévus à l'article 5 ci-dessus ;

7-2 L'offre technique :

Chaque concurrent doit présenter une offre technique comprenant :

- a) Les « spécifications techniques de la solution » renseignés conformément au canevas prévu à l'annexe du cahier des prescriptions spéciales et ce, en faisant ressortir les caractéristiques de la solution proposée par le concurrent, bande passante en Go, débit en Mbps, débit minimum en cas d'épuisement du volume, ...etc). Cette annexe est signée par le concurrent et étayée par des fiches techniques de l'éditeur. Ces fiches techniques doivent être cachetés sur toutes les pages et portant le numéro de l'appel d'offres et l'item correspondant. La présentation de ce document sur un support numérique est fortement recommandée ;
- b) Les moyens humains à mettre en œuvre pour la réalisation de la prestation objet de la présente consultation.
- c) L'équipe projet doit être encadrée par un chef de projet dont de niveau, BAC + 4 minimum, ayant une expérience confirmée dans le domaine de 4 ans minimum (après obtention du diplôme) ;
- d) Un benchmarking de la qualité de couverture du réseau GSM du concurrent :
 - Au niveau national en détaillant les villes couvertes du Royaume ;
 - Au niveau international pour le Roaming en détaillant les pays couverts par ce service.
- e) Fournir une démarche assurance qualité service après-vente (notamment pour les procédures d'intervention, sauvegardes/restaurations, réparation des GSM, ...).

7.3 L'offre financière qui comprend :

- a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle joint au présent règlement.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du Règlement des Marchés de l'OFPT, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations legalisées pour



A 2

représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b) le bordereau des prix - détail estimatif établi par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Le bordereau des prix - détail estimatif doit tenir compte de :

1. La saisie doit se faire par les moyens numériques (non manuscrits) ;
2. Les prix unitaires doivent être libellés en chiffres ;
3. Les montants totaux doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

7.4 Le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

ARTICLE 8 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement des marchés de l'OFPPPT, le dossier d'appel d'offres comprend :

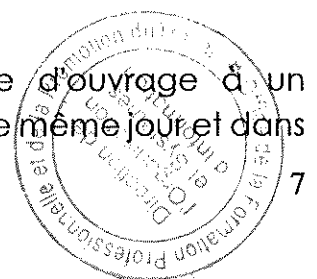
- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement visé à l'article 7 précité ;
- d) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur prévue à l'article 5 précité ;
- f) Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 9 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans



les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

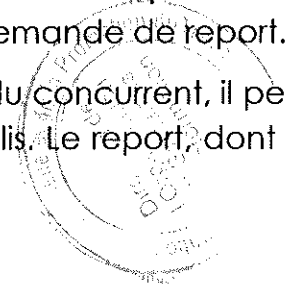
Conformément aux dispositions de l'article n°19 § 7 du règlement des marchés de l'OFPPPT, exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du Règlement des Marchés de l'OFPPPT. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics, du site de l'Office le cas échéant et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant compte tenu de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par fax confirmé ou par courrier électronique confirmé, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. La lettre du concurrent doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier sa demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bienfondé de la demande du concurrent, il peut procéder au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage.



A. 2

Dans ce cas, le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ne peut être effectué qu'une seule fois quel que soit le concurrent qui le demande.

ARTICLE 11 : REPARTITION EN LOT

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique. Les offres partielles, techniques et financières, ne sont en aucun cas prises en considération.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article n°29 du règlement des marchés de l'OFPPPT :

A- Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant :

1. Le nom et l'adresse du concurrent ;
2. L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du lot ;
3. La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
4. L'avertissement que " le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ".

B- Ce pli contient quatre enveloppes distinctes :

a) La **première enveloppe** comprend le dossier administratif, le dossier technique, le cahier des prescriptions spéciales dûment signé et paraphé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « dossiers administratif et technique » ;

b) La **deuxième enveloppe** comprend l'offre financière du soumissionnaire « Une enveloppe pour chaque lot ». Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre financière » ;

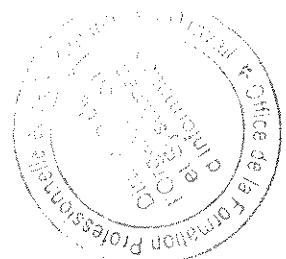
c) La **troisième enveloppe** contient l'offre technique « Une enveloppe pour chaque lot ». Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre technique ».

C- Les enveloppes visées aux paragraphes a, b et c du B ci-dessus indiquent de manière apparente :

1. Le nom et l'adresse du concurrent ;
2. L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du lot ;
3. La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement des marchés de l'OFPPPT, les plis sont, au choix des concurrents :



- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau de la Direction des Approvisionnements et Logistique (Service des Marchés), sis Intersection de la Route B.O. n° 50 et la Route Nationale 11 Sidi Maârouf – Casablanca MAROC ;
- Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis,
- Soit transmis par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances n°20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement des marchés de l'OFPPT, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

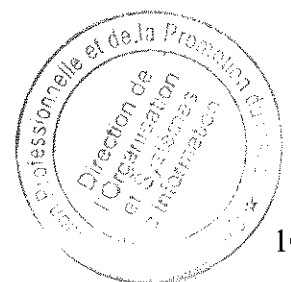
Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus, présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article n°33 du règlement des marchés de l'OFPPT, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax ou par tout autres moyens de communication donnant date certaine adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.



A. 8

ARTICLE 16 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'OFPPT seront rédigés en Langue Française.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

ARTICLE 17 : MONNAIE DE L'OFFRE

La ou les monnaies convertibles dans lesquelles le prix des offres doit être formulé et exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghrib.

ARTICLE 18 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES

Le soumissionnaire supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre à l'OFPPT qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

ARTICLE 19 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

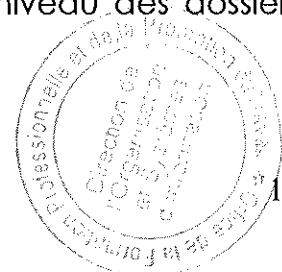
Les offres des concurrents sont examinées conformément aux dispositions des articles 36, 38, 39 et 40 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

1ère Phase : Evaluation des capacités techniques et financières

Les capacités techniques et financières des concurrents seront appréciées comme suit :

- Seuls seront retenus, les concurrents ayant présenté au moins une attestation de référence, conforme aux prescriptions de l'article 5- alinéa B-2 du présent règlement de consultation, se rapportant à des prestations de la même famille, de celles objet du présent appel d'offres, réalisées au cours des années (2015 et postérieur).
- Aussi, il est précisé qu'en cas d'attestation délivrée par un groupement, celle-ci sera appréciée pour la cote part réalisée par le (s) concurrent(s) ou à défaut de renseignement, pour part égale du montant globale de l'attestation.

Les concurrents n'ayant pas présentés les pièces exigées au niveau des dossiers administratifs, techniques et additifs seront écartés.



2ème Phase : Analyse et évaluation des offres techniques

Ne sont examinés dans cette phase que les offres retenues à l'issue de l'examen des dossiers administratif, technique.

- La conformité technique des offres sera appréciée, sur la base des documents présentés dans l'offre technique du soumissionnaire et par rapport aux spécifications techniques de la solution demandée au niveau du CPS.
- La commission d'appel d'offres peut demander par écrit à l'un ou à plusieurs concurrents des éclaircissements et/ou des compléments d'information sur leurs offres techniques. Ces éléments doivent concerner les documents contenus dans lesdites offres.
- Tout item ne répondant pas aux spécifications techniques demandées sera déclaré non conforme.

La commission peut, avant de se prononcer, charger une sous-commission technique pour analyser les offres techniques proposées.

Les offres financières des concurrents :

Conformément aux dispositions des articles 39, 40 et 41 du Règlement des Marchés de l'OFPPT précité, l'examen des offres financières concerne les seuls concurrents admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques et leur offre technique.

Le marché sera attribué au concurrent, retenu à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et techniques, de l'offre technique et de l'offre financière la moins disante.

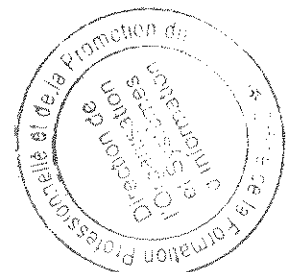
NB : En application des dispositions de l'article 27 du règlement des marchés l'OFPPT précité, les corrections des erreurs arithmétiques s'effectueront de la manière suivante :

- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent ;
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement

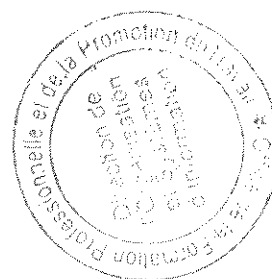
Le maître d'ouvrage

Directeur de l'Organisation et
Systèmes d'Information

Hafid ABOULHASSANE



ANNEXE



MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT**A - Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail**

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n°/2022 du

Objet: La passation d'un marché reconductible concernant la souscription des abonnements aux services téléphoniques pour l'OFPPPT.

Passé en application des article 7 « Marché reconductible », de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014), fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

B - Partie réservée au concurrent**a) Pour les personnes physiques**

Je (1), soussigné : (prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu affilié à la CNSS sous le (2) inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n° (2) n° de patente (2)

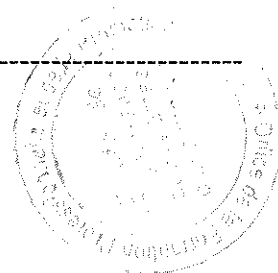
Identifiant commun de l'Entreprise: n° (ICE)

b) Pour les personnes morales

Je (1), soussigné (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la société)
 au capital de:
 adresse du siège social de la société
 adresse du domicile élu
 affiliée à la CNSS sous le n° (2) et (3)
 inscrite au registre du commerce (localité) sous le n° (2) et (3)
 n° de patente (2) et (3)

Identifiant commun de l'Entreprise: n° (ICE)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :



A 2

après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

- Le montant Hors TVA : (en lettre et en chiffre)
- Taux de la TVA : (en pourcentage)
- Le montant de la TVA : (en lettre et en chiffre)
- Le montant Toutes Taxes Comprises : (en lettre et en chiffre)

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (4) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

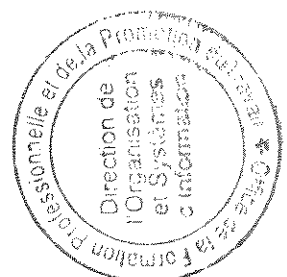
(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspOFPPtntes) ;
- ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

(2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) supprimer les mentions inutiles



A. Z

MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert, sur offres des prix N°...../2022 du/...../2022 àh.....min.

Objet : la passation d'un marché reconductible concernant la souscription des abonnements aux services téléphoniques pour l'OFPPT.

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (prénom, nom et qualité)
 Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
 Adresse du domicile élu :
 Affilié à la CNSS sous le n° : (1)
 Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n° (1) n° de patente (1)
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (RIB), ouvert auprès de
 Identifiant Commun de l'Entreprise : n° (ICE)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 Agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
 Adresse du siège social de la société adresse du domicile élu
 Affiliée à la CNSS sous le n° (1)
 Inscrite au registre du commerce (Localité) sous le n° (1)
 N° de patente (1)
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (RIB), ouvert auprès de
 Identifiant commun de l'Entreprise: n° (ICE)

- Déclare sur l'honneur :

- 1- m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2- que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014);
- 3- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;



4- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :

- à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT ;
- que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
- à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées au Maroc ; (3)

5- m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;

6- m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.

7- atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).

8- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

9- je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

10- je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du Règlement des Marchés de l'OFPPT, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

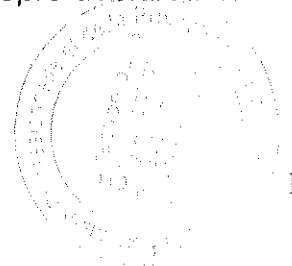
(1) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(2) à supprimer le cas échéant.

(3) Lorsque le CPS le prévoit.

(4) à prévoir en cas d'application de l'article 139 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

(*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.



Logo Entreprise

Date

MODELE ATTESTATION DE REFERENCE

Je soussigné, [Nom et Prénom], [Qualité du signataire], atteste par la présente que la société [Nom de la société], a exécutée les prestations [Détaillez les prestations], objet du marché n°, sur un délai d'exécution de :

à la date du

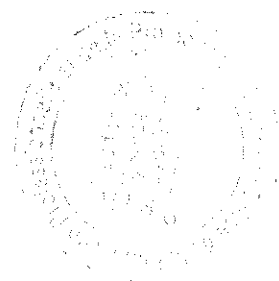
Les prestations mentionnées, ci-dessus, se sont déroulées dans de bonnes conditions et à notre entière satisfaction.

La présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit

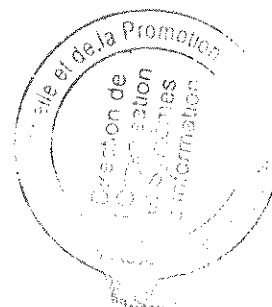
Signature et cachet

Nom et Prénom du signataire

Qualité du signataire



**CAHIER DES PRESCRIPTIONS
SPECIALES
(C. P. S.)**



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché n° / 2022.

Passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 et de l'article 7 (Marchés reconductibles), du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Entre les soussignés :

d'une part : L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.), représenté par son Directeur Général,

Et,

d'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société:

- Adresse du domicile élu :

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Identification fiscale n° :

- Inscrite au registre de commerce de sous le n° :

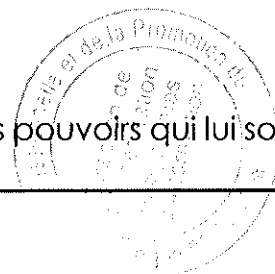
- Patente n° :

- Identifiant commun de l'Entreprise (ICE) n :

- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, désigné ci-après par le titulaire



Chapitre 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : MODE DE PASSATION

Le présent appel d'offres ouvert sur offres de prix est lancé conformément à l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 (Marchés reconductibles), du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché lancé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en lot unique a pour objet **la passation d'un marché reconductible concernant la souscription des abonnements aux services téléphoniques pour l'OFPPT.**

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le présent marché a pour objet la fourniture et la mise en service de la flotte OFPPT

Le prestataire doit fournir au minimum des :

Téléphones mobiles GSM de haute gamme et de dernière génération commercialisés sur le marché des Smartphones pour la ligne de la catégorie I.

Téléphones mobiles GSM de haute gamme et de dernière génération commercialisés sur le marché des Smartphones (iPhone, Samsung Galaxy ou équivalent) pour les abonnements aux services téléphoniques catégorie II.

Téléphones mobiles GSM de haute gamme des Smartphones (Samsung Galaxy, Xiaomi ou équivalent) pour les abonnements aux services téléphoniques catégorie III.

Téléphones mobiles GSM de haute gamme des Smartphones (Samsung Galaxy, Xiaomi ou équivalent) pour les abonnements aux services téléphoniques catégorie IV.

Modems Internet mobile 3G/4G avec modems avec un débit évolutif par application des tarifs en vigueur et un volume Internet supérieur ou égal de 40 Go,

La gratuité des appels intra-flotte GSM et vers fixe OFPPT (même opérateur) même après épuisement de solde.

En cas de recharge :

Le solde non consommé doit être reporté,

L'utilisateur de l'abonnement doit bénéficier de la même tarification telle qu'appliquée dans le cadre du marché.



Profiter de remises mensuelles en fonction de la consommation.

Un service après-vente VIP à la disposition de l'OFPPT pour l'assistance et le remplacement des articles livrés défectueux (terminaux GSM et cartes SIM) dans une promptitude acceptable,

Un service de remplacement des cartes SIM défectueuses et / ou perdues gratuitement,

Faire bénéficier automatiquement l'OFPPT d'autres avantages et nouveaux services pour la flotte OFPPT en cas de nouvelle offre promotionnelle ou en cas de baisse des tarifs du prestataire pendant la période du contrat ou en cas d'évolution vers une autre technologie.

Flexibilité de gestion des tarifs, avec la possibilité de faire migrer une ligne GSM d'une catégorie inférieure vers une catégorie supérieure et vice versa, avec l'application du nouveau tarif dans le prochain mois.

Dans un premier temps, le nombre d'abonnements GSM activés est de **350** lignes. Ce nombre pourra augmenter au fur et à mesure sans dépasser le maximum **700** prévu dans le Bordereau des prix du présent marché.

N.B : Le prestataire doit prendre en considération dans l'offre proposée, le prix des terminaux qui seront livrés lors de démarrage du contrat d'abonnement et de ceux qui seront livrés après 24 mois.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

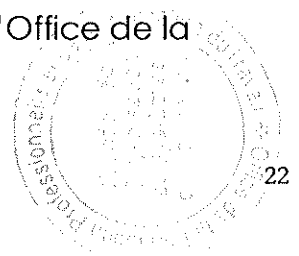
1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
4. L'offre technique du titulaire ;
5. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret Royal 2-01-2332 du 22 Rabii I-1423 (juin 2002), CCAG-EMO.

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit dans règlement relatif aux marchés publics de l'office de l'OFPPT, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5 : REFERENCES AUX TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

Dans la mesure où les pièces du marché n'y dérogent pas expressément, il est fait application des textes généraux suivants :

- Le dahir n°1-72-183 du 28 Rabii II 1394 (21 Mai 1974) Instituant l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail ;



A. J

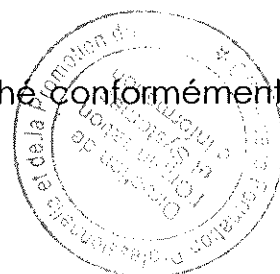
- Le dahir n°1-03-195 du 11 Novembre 2003 portant promulgation de la loi 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes ;
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-14-190 du 6 rabii I 1436 (29 décembre 2014) portant application de la loi n° 18-12 relative à la réparation des accidents du travail et ses arrêtés d'application publiés en 2016 ;
- Le dahir n° 1-06-11 du 15 moharrem 1427 portant promulgation de la loi n° 38-05 relative aux comptes consolidés des Établissements et Entreprises Publics (B.O. n° 5404 du 16 mars 2006) ;
- Le décret royal n° 330.66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique, modifié par le dahir n° 1-77-659 du 25 Chaoual 1397 (09/10/1977) et complété par le décret n°2-79-512 du 25 Joumada II 1400 (12/05/80) tel que modifié et complété ;
- Le règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), relatif aux marchés publics de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).
- Le décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (04/06/2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat, désigné sous le vocable « CCAG-EMO » (B.O. n° 5010 du 06/06/2002) ;
- Le Code Général des Impôts institué par la loi des finances 2006 et mis à jour à l'occasion de chaque loi des finances ;
- L'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 2 3772 du 19 juillet 2005 portant organisation comptable et financière de l'OFPPT ;
- La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation – DEPP n°2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du Contrôleur d'Etat pour les marchés de fournitures et de prestations de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DH.
- Les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, et les salaires de la main d'œuvre en vigueur ;
- Dahir n° 1-09-15 du 22 Safar 1430 (18 février 2009) portant promulgation de la loi n°09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel ;

De même, il doit être tenu compte de tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de l'acte d'engagement. Dans le cas où ces textes prescrivant des clauses contradictoires, le titulaire de marché doit se conformer au plus récent d'entre eux.

Le titulaire du marché devra, s'il ne les possède pas, se procurer ces documents. Il ne pourra en aucun cas, invoquer leur ignorance pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

ARTICLE 6 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire s'acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.



A. 8

ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE RECONDUCTIBLE

Le présent marché est valable pour une durée **d'une (1) année** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

Il sera reconduit d'année en année par tacite reconduction sur une durée globale de **quatre (4) ans**, sauf résiliation formulée par l'une des parties sous préavis de trois (3) mois par lettre recommandée avant l'échéance de chaque année.

ARTICLE 8 : DEFINITION DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 34 du CCAG-EMO.

ITEM N°1 : Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie I

L'abonnement bénéficiera d'un plan tarifaire à la consommation sans plafonnement avec les caractéristiques minimales suivantes :

- Appels illimités vers le national et l'international zone 1 ;
- Illimité internet 4G+ ;
- Appels et SMS intra flotte gratuits et illimités 24H/24 ;

Il s'agit de livrer un (1) abonnement dans cet item.

ITEM N°2 : Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie II

L'abonnement bénéficiera d'un plan tarifaire à la consommation avec plafonnement avec les caractéristiques minimales suivantes :

- **60 heures** de communications plafonnées vers l'extra flotte ;
- Appels et SMS intra flotte gratuits et illimités 24H/24 ;
- **30 Go** d'Internet 4G+ ;

L'activation du service Roaming à la demande (hors forfait), la demande doit être formulée par le représentant de l'OFPPPT par mail, fax ou écrit.

Il s'agit de livrer **24** Abonnements sans dépasser **26** abonnements au maximum dans cet item.

ITEM N°3 : Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie III

L'abonnement bénéficiera d'un plan tarifaire à la consommation avec plafonnement avec les caractéristiques minimales suivantes :

- **12 heures** de communications plafonnées vers l'extra flotte ;
- Appels et SMS intra flotte gratuits et illimités 24H/24 ;
- **12 Go** d'Internet 4G+ ;

L'activation du service Roaming à la demande (hors forfait), la demande doit être formulée par le représentant de l'OFPPPT par mail, fax ou écrit.

Il s'agit de livrer **125** Abonnements sans dépasser **160** abonnements au maximum dans cet item.



A. 8

ITEM N°4 : Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie IV

L'abonnement bénéficiera d'un plan tarifaire à la consommation avec plafonnement avec les caractéristiques minimales suivantes :

- **5 heures** de communications plafonnées vers l'extra flotte ;
- Appels et SMS intra flotte gratuits et illimités 24H/24 ;
- **5 Go** d'Internet 4G+ ;

L'activation du service Roaming à la demande (hors forfait), la demande doit être formulée par le représentant de l'OFPT par mail, fax ou écrit.

Il s'agit de livrer **200** Abonnements sans dépasser **513** abonnements au maximum dans cet item.

ITEM N°5 : Abonnements mensuels aux services 3/4G

L'abonnement internet mobile 3G/4G avec modems avec un débit évolutif par application des tarifs en vigueur :

- Volume Internet minimum de **40 Go** d'Internet 4G+ ;

Il s'agit de livrer **6** Abonnements sans dépasser **12** abonnements au maximum dans cet item.

Le titulaire devra détailler tous les appels téléphoniques sachant que l'opérateur devra appliquer la meilleure tarification disponible.

Chaque abonnement GSM bénéficiera d'un montant de communication plafonné, à l'exception de l'abonnement de la catégorie 1 qui bénéficiera d'un plan tarifaire à la consommation sans plafonnement.

Le soumissionnaire devra aussi détailler tous les services supplémentaires.

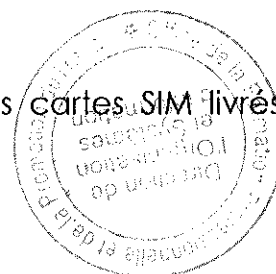
Dans le cadre des abonnements le prestataire livrera des terminaux mobiles GSM pour lesquelles **le renouvellement se fera automatiquement après vingt-quatre (24) mois**, en assurant les spécifications techniques les **plus récentes et en améliorant la gamme en termes de performance à la date de la dernière livraison**.

ARTICLE 9 : PORTABILITE DES NUMEROS OFPT

Les frais de conservation des numéros de l'ancienne flotte existant à l'OFPT est à la charge du prestataire.

ARTICLE 10 : COUVERTURE DU RESEAU

Le soumissionnaire doit assurer une couverture réseau des cartes SIM livrées dans l'ensemble du territoire national.



Pour la couverture internationale en cas de roaming, le prestataire est tenu d'assurer au minimum une couverture des zones (Europe, Afrique, Amérique nord et sud, moyen orient et Asie).

ARTICLE 11 : AFFECTATION DE LA FLOTTE

L'OFPPT communiquera, à la demande, au prestataire les besoins en terme d'abonnements objet du marché, conformément aux quantités spécifiées à l'**ARTICLE « DEFINITION DES PRIX »** du présent marché.

Ceci dit, uniquement les quantités livrées et activées dans la flotte OFPPT seront facturées par le prestataire et ce conformément au Bordereau des prix- Détail Estimatif

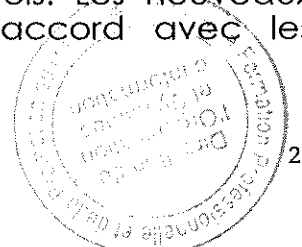
ARTICLE 12 : MODALITES D'INTERVENTION ET MOYENS D'EXECUTION

1. L'OFPPT mettra à la disposition du prestataire toutes les informations et documentations disponibles nécessaires à l'exécution de sa mission.
2. Le personnel du prestataire et les intervenants engagés seront tenus au secret professionnel concernant toutes les informations et tous les documents dont ils auront pris connaissance dans le cadre de la mission.
3. Le prestataire devra prévoir, dans l'organisation de son intervention, la tenue de différentes réunions de travail et de coordination décidées par l'OFPPT pour le suivi des prestations et le commentaire des conclusions présentées à l'issue des différentes phases d'intervention.
4. Dans le cadre de sa mission, le prestataire restera à la disposition de l'OFPPT pour tout complément d'informations et lui fournira tout renseignement ou document de travail dont il aura besoin.

ARTICLE 13 : GRATUITE DES LIVRAISONS ET DU RENOUVELLEMENT DE LA FLOTTE

Le prestataire s'engage à livrer gratuitement :

- o Tous les portables, les articles objets de ce marché et les abonnements durant la durée du marché doivent faire l'objet de livraison gratuitement sans frais pour le Maître d'Ouvrage après réception de l'ordre de service ;
- o La livraison se fera au niveau du siège et des Directions Régionales (Casablanca, Rabat, Tanger, Fès, Oujda, Agadir, Marrakech, Laayoune, Dakhla, Beni Mellal, Er-Rachidia) en fonction de la répartition qui va être arrêtée en commun accords avec les responsables de la DOSI
- o Le renouvellement de tous les terminaux téléphoniques de la flotte **après vingt-quatre (24) mois** de la date d'ordre de service doit se faire gratuitement sans frais pour le Maître d'Ouvrage. Ce renouvellement doit tenir compte de l'amélioration et des évolutions de la technologie au fil des années, de telle sorte que les nouveaux terminaux téléphoniques doivent appartenir à une gamme meilleure de ce qui a été fournis la première fois. Les nouveaux terminaux doivent être validés en commun accord avec les personnes habilitées de l'OFPPT.



43

ARTICLE 14 : LES CONDITIONS DE NIVEAU DE SERVICE (SLA)

Durant toute la durée du marché le prestataire s'engage à assurer un service de qualité selon les conditions de niveau de service suivantes :

- o Les sites concernés par les interventions sont le siège et les Directions Régionales (Casablanca, Rabat, Tanger, Fès, Oujda, Agadir, Marrakech, Laayoune, Dakhla, Beni Mellal, Er-Rachidia)
- o Le délai d'intervention est de quatre (04) heures après déclaration d'un incident.
- o La disponibilité du service **24H24 et 7J/7** en s'appuyant sur un service d'assistance technique (hotline entreprises)
- o La réactivité en cas d'incident ou panne d'un équipement livré en respectant le délai d'intervention.
- o Assurer les pièces de rechange et mains d'œuvre sans frais pour l'OFPPT, **dans un délai maximum de 48 heures.**
- o Une continuité de service à sa charge comprenant tous les Frais de déplacement et de séjour des intervenants
- o Le changement d'équipement défaillant par un équipement opérationnel équivalent y compris les frais de transport du matériel à entretenir.
- o La garantie des services et matériels fournis.
- o Le changement d'un portable en panne avec une gamme au moins équivalent ou plus en termes de fonctionnalité tout en assurant la restauration du répertoire et des données du terminal et les données du desktop, ainsi que la configuration requise, le cas échéant.
- o La configuration et restauration des terminaux.

ARTICLE 15 : OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le prestataire qui, soit avant la notification du marché soit, au cours de son exécution, a reçu une communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets quelconques ne peuvent sans autorisation, être communiqués à d'autres personnel que celle qui ont qualité pour en connaître.

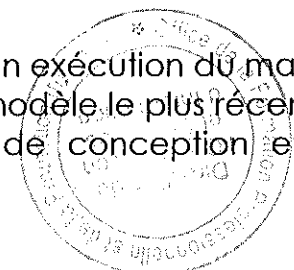
Le Maître d'Ouvrage s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'il aurait pu recevoir du titulaire du marché.

ARTICLE 16 : UTILISATION DE LA NOUVELLE TECHNOLOGIE

En cas d'amélioration/upgrade de technologie quelconque lors de la fabrication des équipements objets du marché, le prestataire a l'obligation d'en faire bénéficier le Maître d'Ouvrage sauf si ce dernier décline la demande du prestataire.

ARTICLE 17 : GARANTIE ET CONDITIONS TECHNIQUE

Le soumissionnaire garantit que toutes les fournitures livrées en exécution du marché sont neuves, n'ont jamais été utilisées auparavant, sont du modèle le plus récent en service et incluant toutes les améliorations en matière de conception et de composants, sauf si le marché en a disposé autrement.



4. 8

Le soumissionnaire garantit en outre que les fournitures livrées n'auront aucune défectuosité due à leur conception, aux matériaux utilisés ou à leur mise en œuvre (sauf dans la mesure où la conception ou le matériau est requis par les spécifications de l'OFPPPT) ou à toute acter ou omission du prestataire, survenant pendant l'utilisation normale des fournitures livrées dans les conditions prévalant dans le pays de destination finale.

L'OFPPPT notifiera le prestataire par écrit en cas de réclamation faisant jouer cette garantie.

A la réception d'une telle notification, le titulaire, **dans un délai de 48 heures** remplacera les fournitures défectueuses ou leurs pièces, incluant leur mise en service et livraison sans frais pour l'OFPPPT.

Le prestataire s'engage à prendre en charge, gratuitement, les frais de transport, d'entretien, de réparation et de changement des articles en cas de panne durant toute leur durée d'utilisation (notamment pour les terminaux téléphoniques, les cartes SIM et les modems 3G/4G ou autres.

ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE

- a) **Cautionnement** : Le cautionnement définitif est fixé à **Trois pour cent (3 %)** du montant initial du marché conformément aux dispositions de l'article 12 du C.C.A.G EMO.
- b) **Retenue de garantie** : Par dérogation aux dispositions l'article 40 du C.C.A.G.EMO, aucune retenue de garantie ne sera opérée au titre du présent marché.

Le cautionnement définitif sera libéré sur présentation du Procès-verbal d'achèvement de l'ensemble des prestations objet du présent marché.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 19 NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est une prestation de **service** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

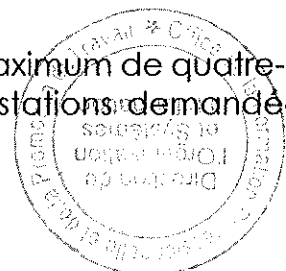
ARTICLE 20 : MODE DE PAIEMENT

L'OFPPPT se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du titulaire indiqué sur l'acte d'engagement.

Les paiements et les facturations seront effectués mensuellement à terme échu.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires.

Exigences de l'édition des factures mensuelles :



Afin de faciliter le paiement des factures mensuelles, le prestataire doit fournir les états mensuels suivant :

1. Un état global de la consommation téléphonique du mois selon le format ci-dessous ; Cet état récapitule les lignes d'abonnements activées courant du mois pour tous les ITEMS du Bordereau des prix.

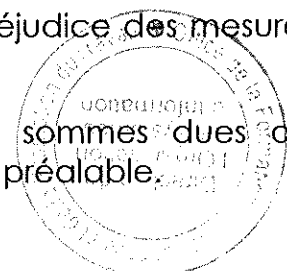
ITEM	DESIGNATION	Quantité Abonnements activés	P.U	Montant global Abonnement mensuel en DHS/Hors TVA
1	Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie I			
2	Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie II			
3	Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie III			
4	Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie IV			
5	Abonnements mensuels aux services 3G/4G			
Total en DH HTVA				
TVA 20% en DH				
Total en DH TVA Comprise				

2. Des états de synthèse de la consommation par catégorie d'abonnements (par item).

ARTICLE 19 : PENALITES

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations définies par le présent marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévue par ce marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues à l'article 42 du CCAG EMO, par jour de retard, une pénalité de cinq pour mille (5‰) du montant du marché initial, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus. La pénalité est plafonnée à dix pour Cent (10 %) du montant initial du marché, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; au-delà de ce plafond, l'OFPPT se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures correctives prévues par l'article 52 du CCAG EMO.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des sommes dues de l'entreprise sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.



ARTICLE 20 : DELAI DE GARANTIE

Par dérogation aux dispositions de l'article 48 du CCAG-EMO et tenant compte du caractère de la prestation, aucun délai de garantie n'est prévu au titre du présent marché.

ARTICLE 21 : RECEPTION DES PRESTATIONS

La réception des prestations sera effectuée mensuellement à terme échue. Au fin de pouvoir libérer le cautionnement définitif, un PV global d'achèvement des prestations objet du marché sera établi à la fin de la durée de validité du présent marché.

ARTICLE 22 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention «exemplaire unique» dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Maître d'ouvrage ;
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Maître d'ouvrage ;
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 23 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

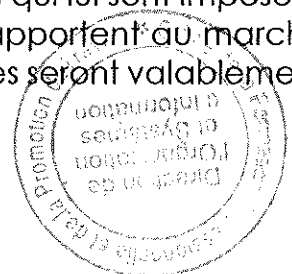
Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **soixante-mille dirhams (60.000 DH)**. Il ne doit pas porter de réserve ou une date limite de validité.

Le cautionnement provisoire reste acquis au Maître d'Ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG- EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

ARTICLE 25 : ELECTION DE DOMICILE

A défaut par le titulaire du marché de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par l'article 17 du CCAG-EMO, toutes les notifications qui se rapportent au marché auquel donnera lieu le présent cahier des prescriptions spéciales seront valablement faites à son domicile, figurant dans son acte d'engagement.



En cas de changement de domicile, le titulaire du marché est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 26 : MOYENS EN PERSONNEL

En application de l'article 18 du CCAG-EMO, le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché les moyens en personnel qu'il a proposés dans son offre sur la base de laquelle le marché lui a été attribué.

Sauf dans le cas où l'OFPPT en aurait décidé autrement, le titulaire ne peut apporter aucun changement au personnel proposé dans son offre.

Si pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire présentera à l'agrément de l'OFPPT, une personne de qualification égale ou supérieure à celle dont le remplacement est demandé.

ARTICLE 27 : ASSURANCE RISQUE

Le titulaire du marché doit souscrire aux assurances couvrant les risques inhérents à l'exécution des prestations, objet de cet appel d'offres, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et approuvé par le décret N°02-05-1433 du 06 Dou al Kaâda 1426 (28 Décembre 2005).

Cette police d'assurance doit être souscrite auprès d'une entreprise d'assurance agréée par le Ministre de l'Economie et des Finances.

La copie de la police d'assurance doit être soumise à l'Etablissement avant l'exécution des prestations.

ARTICLE 28 : SECRET PROFESSIONNEL

Les renseignements obtenus par le titulaire du marché dans le cadre de cette mission sont de nature confidentielle et ne devront donc pas être divulgués sauf autorisation préalable et écrite de l'OFPPT ou si l'information se doit d'être divulguée pour des raisons légales.

Le titulaire du marché se reconnaît tenu à l'obligation de confidentialité pour ce qui concerne l'ensemble des aspects de sa mission et s'engage à faire respecter ces dispositions par tous ses collaborateurs et par ses tiers intervenants.

Le titulaire du marché est tenu au secret professionnel dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

En outre, le titulaire du marché s'engage à n'utiliser les informations recueillies au cours de sa mission à aucune fin autre que celle de l'objet du marché et pour laquelle il est mandaté.



A. J

ARTICLE 29 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le titulaire du marché garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au titulaire du marché le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes

ARTICLE 30 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le titulaire du marché ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire du marché ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 31 : RESILIATION DU MARCHE

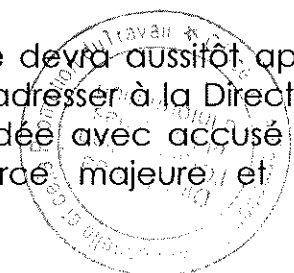
Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'OFPPT le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG EMO.

L'OFPPT se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 32 : FORCE MAJEURE

En cas de force majeure, événement imprévisible hors de contrôle des deux parties tel que prévu par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et des contrats, le marché peut faire l'objet d'un avenant, étant précisé toutefois qu'aucune indemnité ne peut être accordée au titulaire du marché.

Le titulaire du marché qui invoque le cas de force majeure devra aussitôt après l'apparition d'un tel cas, et dans un délai de sept (07) jours, adresser à la Direction Générale de l'OFPPT une notification par lettre recommandée avec accusé de réception établissant les éléments constitutifs de la force majeure et ses conséquences probables sur la réalisation de la mission.



Dans tous les cas, le titulaire du marché devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer, dans les plus brefs délais, la reprise normale de l'exécution des obligations affectées par le cas de la force majeure.

Si, par le cas de la force majeure, le titulaire du marché ne peut plus exécuter les prestations telles que prévues dans la présente mission pendant une période de trente (30) jours, il devra examiner dans les plus brefs délais avec l'OFPPT les incidences contractuelles desdits événements sur l'exécution de la mission et en particulier sur le prix, les délais et les obligations respectives de chacune des deux parties.

Quand une situation de force majeure persiste pendant une période de soixante (60) jours au moins, la mission pourra être résiliée sur l'initiative de l'OFPPT.

ARTICLE 33 : CARACTERE GENERAL ET VARIATIONS DES PRIX

Le présent marché est à prix fermes et non révisables.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au titulaire une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 22 : MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications de conformité destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché.

L'O.F.P.P.T. procédera à ces vérifications, à la date prévue, en présence d'un représentant qualifié du titulaire devant être habilité à répondre aux remarques de la commission désignée par l'OFPPT.

La vérification de conformité est sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal qui doit être signé par le(s) représentant(s) de l'O.F.P.P.T. et du titulaire ayant participé à l'opération de vérification. Toute divergence par rapport au marché et le cas échéant ses avenants doit être consignée dans le procès-verbal, et le titulaire est invité à procéder à des corrections ou améliorations pour les rendre conformes aux exigences du cahier des prescriptions spéciales et aux règles de l'art.

Le délai accordé au titulaire du marché pour procéder aux corrections ou aux améliorations, est inclut dans le délai d'exécution de la mission.

Une copie du procès-verbal de vérification de conformité est remise au représentant du titulaire séance tenante.

ARTICLE 25 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le Maître d'ouvrage et son visa par le contrôleur d'Etat lorsque ledit visa est requis.



L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis conformément à l'article 136 du règlement relatif aux conditions et formes de passation des marchés de l'OFPPT.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions du règlement précité.

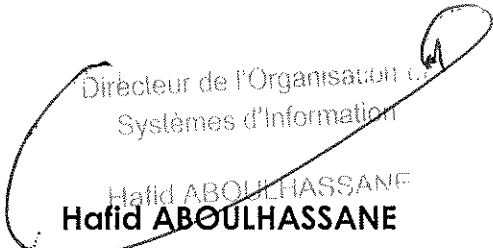
ARTICLE 26 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON-RESIDENTS AU MAROC

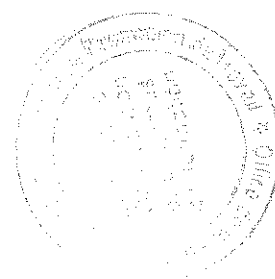
Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée du montant hors taxe sur la valeur ajoutée des travaux réalisés au Maroc dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 27 : REGLEMENT DE LITIGE

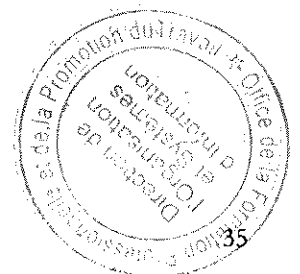
Tout litige survenu à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente mission, s'il n'est pas réglé à l'amiable, sera traité en application de la procédure prévue par les articles 52, 53 et 54 du C.C.A.G-EMO et l'article 142 du règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014).

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis aux tribunaux compétents, conformément à l'article 55 du C.C.A.G-EMO.

LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	 Directeur de l'Organisation et du Système d'Information Hafid ABOULHASSANE Directeur de l'Organisation et du Système d'Information



ANNEXE



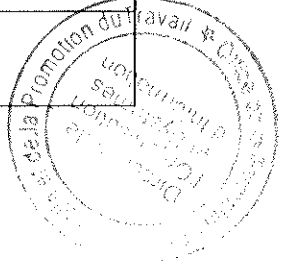
A.2

Cahier définissant les spécifications techniques de la solution

N.B :

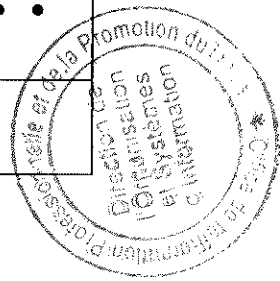
- Les soumissionnaires sont invités à remplir la case <<**Proposition du soumissionnaire**>> en précisant les caractéristiques de la solution proposée.
- La réponse du soumissionnaire doit être justifiée par des notes explicatives, des fiches techniques, des catalogues, ou tout autre moyen pouvant justifier la proposition du soumissionnaire
- Tout item ne répondant pas aux spécifications demandées sera déclaré non-conforme.
- Les colonnes <<**Désignations et Fonctions/caractéristiques minimales + Appréciation de l'administration**>> ne doivent pas être touchées.

Item N°	Désignations et Fonctions/caractéristiques minimales	Réponse du soumissionnaire	Appréciation de l'administration
1	<u>Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie I</u> L'abonnement bénéficiera d'un plan tarifaire à la consommation sans plafonnement avec les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Appels illimités vers le national et l'international zone 1 ;• Illimité internet 4G+ ;• Appels et SMS intra flotte gratuits et illimités 24H/24 ; Il s'agit de livrer un (1) abonnement dans cet item.		
2	<u>Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie II</u> L'abonnement bénéficiera d'un plan tarifaire à la consommation avec plafonnement avec les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 60 heures de communications plafonnées vers l'extra flotte ;• Appels et SMS intra flotte gratuits et illimités 24H/24 ;• 30 Go d'Internet 4G+ ;		



A.2

	<p>L'activation du service Roaming à la demande (hors forfait), la demande doit être formulée par le représentant de l'OFPPT par mail, fax ou écrit.</p> <p>Il s'agit de livrer 24 Abonnements sans dépasser 26 abonnements au maximum dans cet item.</p>		
3	<p><u>Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie III</u></p> <p>L'abonnement bénéficiera d'un plan tarifaire à la consommation avec plafonnement avec les caractéristiques minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 12 heures de communications plafonnées vers l'extra flotte ; • Appels et SMS intra flotte gratuits et illimités 24H/24 ; • 12 Go d'Internet 4G+ ; <p>L'activation du service Roaming à la demande (hors forfait), la demande doit être formulée par le représentant de l'OFPPT par mail, fax ou écrit.</p> <p>Il s'agit de livrer 125 Abonnements sans dépasser 160 abonnements au maximum dans cet item.</p>		
4	<p><u>Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie IV</u></p> <p>L'abonnement bénéficiera d'un plan tarifaire à la consommation avec plafonnement avec les caractéristiques minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 heures de communications plafonnées vers l'extra flotte ; • Appels et SMS intra flotte gratuits et illimités 24H/24 ; • 5 Go d'Internet 4G+ ; 		



A.2

	<p>L'activation du service Roaming à la demande (hors forfait), la demande doit être formulée par le représentant de l'OFPT par mail, fax ou écrit.</p> <p>Il s'agit de livrer 200 Abonnements sans dépasser 513 abonnements au maximum dans cet item</p>		
5	<p><u>Abonnements mensuels aux services 3G/4G</u></p> <p>L'abonnement internet mobile 3G/4G avec modems avec un débit évolutif par application des tarifs en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volume Internet minimum de 40 Go d'Internet 4G+ ; 		



BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

ITEM N°	Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire Mensuel en HT	Prix Total Mensuel en HT
1	Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie I	U	1		
2	Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie II	U	26		
3	Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie III	U	160		
4	Abonnements mensuels aux services téléphoniques Catégorie IV	U	513		
5	Abonnements mensuels aux services 3G/4G	U	12		
Montant Total en HTVA=					
Total de la TVA (Taux %)=					
Montant Total en TTC =					

Important : L'OFPPT est une institution à vocation éducative, il y a lieu de proposer des prix préférentiels pour l'éducation.

Fait à Le.....

Signature et cachet du concurrent



A 2